

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 novembre 2006

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 5 de l'ordre du
jour**

*Pour information**

F

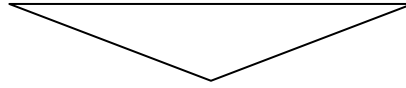
Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2006/5-G/1
27 septembre 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

POINT SUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DU PAM (2006-2007)

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note du document "Point sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM (2006–2007)" (WFP/EB.2/2006/5-G/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.2/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

1. Lorsque le Conseil d'administration a examiné le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007, à sa deuxième session ordinaire de novembre 2005, le Secrétariat s'est à nouveau engagé à communiquer au Conseil des mises à jour concernant l'exécution du plan pendant l'exercice. Le présent rapport est la troisième de ces mises à jour.

CONTEXTE

2. Le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007 est fondé sur une méthode d'évaluation des coûts des programmes qui est fonction des besoins, tandis que le calcul du budget des dépenses administratives et d'appui aux programmes (AAP) se fonde sur le niveau des ressources escomptées à la lumière du financement reçu par le passé.
3. Le Secrétariat est conscient que le niveau des ressources fournies par les donateurs peut être inférieur au financement projeté; aussi suit-il continuellement le niveau des opérations, le niveau du financement prévu et les recettes au titre des coûts d'appui indirects (CAI) pour être sûr de pouvoir couvrir les dépenses AAP.
4. Cette note expose le dernier état du budget opérationnel présenté par le PAM dans le Plan de gestion, de l'exécution du budget AAP, du fonds d'équipement et du fonds pour le renforcement des capacités ainsi que du fonds de péréquation des dépenses AAP.

APERÇU DES OPERATIONS

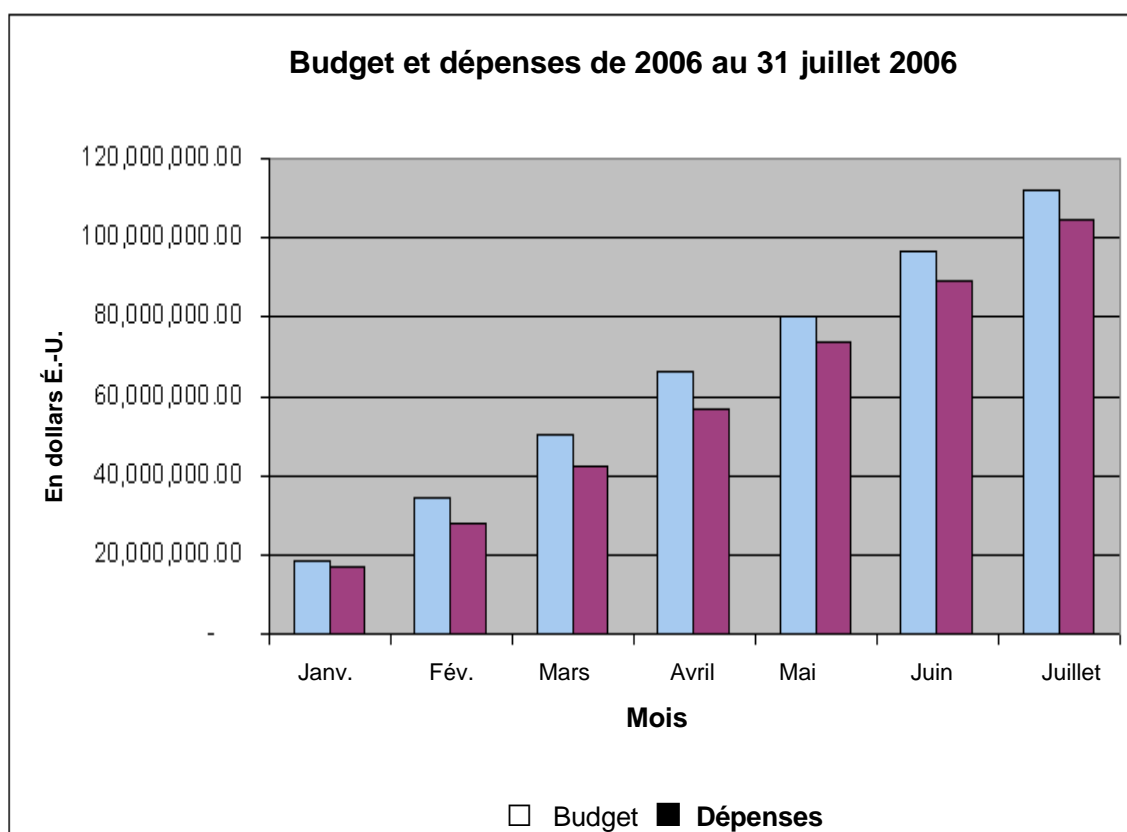
5. Le programme de travail pour l'exercice biennal – englobant tous les coûts directs reflétés dans le Plan de gestion – a été fixé à 5,8 milliards de dollars des États-Unis, dont 45 pour cent pour les produits alimentaires, 12 pour cent pour le transport externe, 24 pour cent pour le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM), 8 pour cent pour les autres coûts opérationnels directs (autres COD) et 11 pour cent pour les coûts d'appui directs (CAD).
6. Au 30 août 2006, le PAM a estimé que son programme de travail s'était accru de 114 millions de dollars É.-U. depuis l'approbation du Plan de gestion. Ce chiffre est inférieur de 52 millions de dollars à celui de 166 millions de dollars annoncé par le PAM lors de la présentation du dernier point sur la mise en œuvre du Plan de gestion à la session annuelle du Conseil en 2006. Cette différence s'explique principalement par des reports imprévus de produits de 2005 à 2006 qui ont entraîné une diminution sensible du budget opérationnel global.
7. On trouvera au tableau 1 un aperçu des changements les plus importants et des autres ajustements plus limités apportés au programme de travail de l'exercice biennal.

TABLEAU 1. CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME DE TRAVAIL	
	Millions de dollars
Plan de gestion initial	5 793
Opération d'urgence au Kenya	212
IPSR en Indonésie	80
IPSR au Pakistan	61
IPSR au Niger	35
Opération d'urgence aux Philippines	25
Opération d'urgence au Liban	20
Opération d'urgence en République populaire démocratique de Corée	-459
IPSR en République populaire démocratique de Corée	83
Opération spéciale en Indonésie	91
Opération spéciale au Pakistan	52
Opération spéciale au Liban	37
Autres ajustements*	-123
Total partiel révisé	114
Programme de travail révisé	5 907

* La réduction de 123 millions de dollars É.-U. traduit le report de stocks de 2005, qui a été plus élevé que prévu.

DEPENSES D'ADMINISTRATION ET D'APPUI AUX PROGRAMMES

8. Pour l'exercice biennal 2006–2007, le Conseil d'administration a approuvé un budget AAP de 368 millions de dollars ou de 371 millions de dollars compte tenu des allocations reportées par le Directeur exécutif conformément aux pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'administration. À la fin de juillet 2006, le montant effectif des dépenses AAP était de 105 millions de dollars, soit l'équivalent de 29 pour cent du budget AAP approuvé ou 7 millions de dollars de moins que le montant de 112 millions de dollars prévu au budget.
9. La figure ci-après illustre les montants prévus aux budgets mensuels par rapport aux dépenses effectives, de janvier à juillet 2006. Pendant les sept premiers mois de l'exercice biennal, les dépenses du PAM ont été effectuées à un rythme légèrement inférieur à celui qui avait été prévu.



REPORT DE SOLDES NON DEPENSES AU TITRE DES DEPENSES AAP, 2004–2005

10. Avec l'approbation du Conseil d'administration, le Secrétariat a reporté un certain nombre d'activités pouvant plus facilement être menées à bien en 2006–2007. Ces activités devaient être achevées fin juin 2006, date à laquelle toutes les allocations de crédit devaient être restituées. Après mûre réflexion, le Secrétariat a décidé de prolonger quatre importantes activités qui n'avaient pas pu être achevées:

	Dollars
Enquête mondiale auprès du personnel	50 000
ODTF (OSTAR)	60 000
ODMP (Nouveau Modèle opératoire)	503 000
Programme des jeunes diplômés	48 000
Valeur totale des activités prolongées	661 000

11. Le Secrétariat a prolongé d'un an la validité de ces quatre allocations de crédit, c'est-à-dire jusqu'en juin 2007, et les montants correspondants sont inclus dans le budget AAP de 371 millions de dollars.

AUTRES APPROBATIONS

12. Le Conseil a également autorisé le Directeur exécutif à allouer un montant de 29,2 millions de dollars pour des activités ponctuelles de renforcement des capacités et d'équipement, ledit montant devant être financé au titre du compte de péréquation des dépenses AAP.

TABLEAU 2. ALLOCATIONS APPROUVÉES	
	Millions de dollars
Fonds d'équipement – WINGS II	15,0
Fonds d'équipement – autres dépenses d'équipement	5,0
Renforcement du fonds pour l'amélioration de la gestion financière	2,0
Fonds pour la gestion axée sur les résultats	3,5
Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS)	3,7
Total	29,2

NIVEAU DES RESSOURCES PROJETÉES

13. Selon les dernières prévisions du Secrétariat, les contributions devraient atteindre 5,6 milliards de dollars pour l'exercice biennal, dont 5,248 milliards pour les dépenses opérationnelles et 352 millions pour les CAI, soit 19 millions de dollars de moins que le budget AAP de 371 millions de dollars, mais 25 millions de plus que les 327 millions de dollars envisagés dans le Plan de gestion. Cette prévision est également un peu plus élevée que le niveau de couverture passé des dépenses, soit 81 pour cent, sur lequel est fondé le Plan de gestion.
14. Cette prévision est sujette à des incertitudes opérationnelles et autres qui pourront avoir un impact significatif sur les ressources générées pendant le reste de l'exercice biennal.

ÉTAT DU COMPTE DE PEREQUATION DES DEPENSES AAP

15. Comme indiqué dans la dernière mise à jour, le solde effectif du compte de péréquation des dépenses AAP au 31 décembre 2005 a été plus élevé que prévu. Le Plan de gestion prévoyait pour la fin de l'année 2005 un solde de 78 millions de dollars, tandis que le solde effectif, selon les états financiers vérifiés, s'est monté à 122 millions de dollars.

TABLEAU 3. COMPTE DE PÉRÉQUATION DES DÉPENSES AAP, 2006-2007 (en millions de dollars)		
	Estimation du Plan de gestion	Prévisions actuelles
Solde d'ouverture au 1er janvier 2006	78	122
Recettes au titre des CAI 2006–2007	327	352
Dépenses AAP 2006–2007	(368)	(368)
Report	—	(3)
Fonds d'équipement et fonds pour le renforcement des capacités 2006–2007	(25)	(29)
Virement au CII	—	(20)
Prévision 31 décembre 2007	12	54

16. Le solde du compte de péréquation des dépenses AAP prévu en fin d'exercice biennal est de 54 millions de dollars, soit un chiffre plus élevé que l'estimation présentée dans le Plan de gestion. Cette différence tient à deux éléments: le solde d'ouverture au 1er janvier 2006 a été plus élevé que le montant envisagé et les recettes reçues au titre des CAI afférents à des opérations imprévues, bien qu'évoquées dans le Plan de gestion, ne pouvaient pas être quantifiées lors de l'élaboration de celui-ci.
17. Lorsque le Conseil a examiné le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects (WFP/EB.A/2006/6-C/1), il a été fixé pour l'exercice biennal 2006–2007 un objectif de 66 millions de dollars pour le compte de péréquation des dépenses AAP, ce qui correspond à quatre mois de dépenses indirectes.
18. La dernière prévision est par conséquent légèrement inférieure à l'objectif fixé, mais les recettes attendues au titre des CAI ne tiennent pas compte de l'impact possible de situations d'urgence qui pourraient surgir de manière imprévue pendant le reste de l'exercice biennal et, à ce stade précoce de l'exercice biennal 2006–2007, ce montant est actuellement considéré comme acceptable.

AUTRES RESSOURCES NECESSAIRES AU TITRE DU BUDGET AAP

19. Dans la précédente mise à jour (WFP/EB.A/2006/6-K/1), le Secrétariat a exposé son intention de demander des ressources supplémentaires afin de renforcer les capacités du Programme de faire face simultanément à quatre situations d'urgence de grande envergure en:
- renforçant les activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV);
 - améliorant les capacités logistiques en périodes de pointe et la prévisibilité des interventions;
 - développant les entrepôts destinés aux interventions humanitaires des Nations Unies.
20. Outre la mise en place de capacités permettant au PAM d'intervenir simultanément dans quatre situations d'urgence majeures, le Secrétariat a identifié plusieurs autres activités pour lesquelles des ressources AAP supplémentaires pourront être nécessaires:
- un programme d'organisation des carrières;



- le projet concernant les agents nationaux;
 - le renforcement des capacités de mobilisation des fonds; et
 - le renforcement continu de la gestion financière et des mécanismes de contrôle.
21. Néanmoins, le Secrétariat est conscient de la nécessité de maintenir les dépenses AAP —et les autres coûts indirects, comme les dépenses afférentes au fonds d'équipement et au fonds pour le renforcement des capacités— à un niveau acceptable au cours des années à venir. Il importe également de maintenir le solde du compte de péréquation des dépenses AAP au niveau qui a été récemment fixé comme objectif pour faire en sorte que le PAM dispose d'une marge de manoeuvre suffisante pour pouvoir intervenir au cas où les recettes au titre des CAI diminueraient brutalement.
22. Plutôt que de demander à ce stade des ressources supplémentaires prélevées sur le compte de péréquation des dépenses AAP, l'intention est par conséquent d'absorber les cinq activités prioritaires au moyen des ressources provenant du budget AAP approuvé.
23. Il faudra pour cela revoir l'ordre de priorité des activités financées au titre du budget AAP pour identifier et éliminer celles qui présentent une priorité moins élevée et entreprendre une analyse pour identifier l'approche permettant de réaliser le plus efficacement les cinq activités prioritaires.
24. L'établissement du nouvel ordre de priorités a été entrepris en septembre 2006 et le Conseil sera informé des résultats de cet exercice dans le prochain point sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM, qui lui sera présenté à sa première session ordinaire de 2007.

AUTRES CONSIDERATIONS DE COUTS

25. Conformément à la pratique établie, les dépenses afférentes aux agents du cadre organique recrutés sur le plan international et aux agents des services généraux basés à Rome ont été calculées dans le Plan de gestion de l'exercice biennal sur la base des coûts standard. Cela signifie que le budget AAP approuvé est basé sur les coûts standard de personnel compilés au début de 2005.
26. Depuis lors, beaucoup de changements ont affecté les dépenses de personnel. Nombre d'entre eux pourront être absorbés dans les limites des actuels coûts standard et par conséquent du budget AAP approuvé, mais tel risque de ne pas être le cas pour deux facteurs:
- les augmentations du barème des traitements des agents des services généraux; et
 - l'augmentation des dépenses salariales résultant de leur comptabilisation sur la base du coût des services et de la constitution d'une provision pour les engagements cumulés au titre de l'assurance-maladie après cessation de service.
27. Comme il est encore difficile de dire quel sera l'impact de ces deux facteurs, il en sera donné un aperçu dans la prochaine mise à jour concernant le Plan de gestion du PAM, en même temps qu'une proposition de solution.
28. Par ailleurs, le PAM a identifié plusieurs autres risques de dépenses qui n'ont pas été prévus dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007, à savoir:
- des coûts plus élevés que prévu au titre de la sécurité;
 - les mesures prévues en cas d'épidémie de grippe aviaire;
 - un surcroît de coûts par rapport aux recettes pour la Marche mondiale contre la faim.



29. Le PAM s'emploie actuellement à évaluer ces risques et indiquera comment les atténuer au mieux dans la prochaine mise à jour qui sera présentée en 2007 pour faire le point sur la mise en œuvre du Plan de gestion.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	dépenses d'administration et d'appui aux programmes
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CFO	Division des services financiers
CFOB	Bureau du budget et de la planification financière
CII	Compte d'intervention immédiate
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
RDP de Corée	République populaire démocratique de Corée
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention